

la lettre anticapitaliste



N°6 - mars 2015

Contre Macron et le gouvernement, la censure passera par notre mobilisation !

Après Mitterrand et Jospin, les dirigeants du Parti socialiste se sont donc une nouvelle fois lamentablement dédités de leur grandiloquentes déclarations sur la Ve République, décriée hier ou avant-hier comme « coup d'État permanent » et autres formulations ronflantes pour fin de congrès socialiste, à l'usage d'électeurEs pris pour des gogos...

Ainsi l'utilisation du 49-3 a permis à Hollande, Valls et Macron, de passer par-dessus les hésitations philosophiques et calculs politiques des opposantEs de pacotille que constituent les « frondeurs », et autres politiques écologistes et députés du Front de gauche, qui continuent à se définir comme force de construction et non clairement d'opposition... Parlementaires, médias et pseudo-opposants ont donc réussi à polariser l'enjeu de la loi Macron autour des questions du travail du dimanche et du soir, laissant dans l'ombre les questions frappant l'ensemble des salariéEs, des éléments essentiels du droit du travail. Mais, surtout, les seuls dont le gouvernement a bien voulu prendre en compte – partiellement – les revendications auront été les notaires, huissiers et autres amis supposés d'un pouvoir en recherche de base sociale.

Fatalisme et attentisme

Ce qui reste frappant, c'est la discrétion des mobilisations au moment des débats et votes autour des attaques concordantes contre les droits des salariéEs. Recul des obligations patronales et affaiblissement des droits des salariéEs dans le cadre des PSE, attaques contre les prud'hommes, dépénalisation du droit du travail, représentent un ensemble de reculs qui vont rendre encore plus difficile la défense des droits des salariéEs. La journée de mobilisation du 26 janvier, portée pendant longtemps par la seule intersyndicale du commerce parisien, avec le tardif ralliement de structures CGT, Solidaires, FSU et FO, a montré les limites d'une riposte qui reste à construire.

La polarisation médiatique sur le travail du dimanche et de nuit ou les professions réglementées n'est pas seule en cause dans ces difficultés de mobilisation. Les salariéEs ne se sentent qu'indirectement concernéEs par des attaques qui visent les institutions représentatives du personnel, les juges prud'hommaux ou les con-

ditions de recours juridiques individuels. L'efficacité des protections mises en cause paraît de moins en moins évidente au fil des PSE, fermetures de sites, liquidations d'emplois qui rythment et façonnent le paysage social depuis des années. Les échecs récurrents des mobilisations sur les retraites rendent attentistes les salariéEs face à ces attaques globales

Ces doutes et interrogations font d'ailleurs également partie des explications à la crise ou plutôt aux crises traversées par la CGT, crises que l'on ne saurait réduire à la personnalité de Lepaon, ni même seulement aux questions de transparence ou de démocratie. Il s'agit aussi et surtout d'une crise d'orientation politique, de positionnement par rapport au gouvernement, de mode de construction des mobilisations. Alors que la CFDT, la CFTC et la CGC s'alignent complètement sur les politiques patronales et gouvernementales, Solidaires et la FSU justifient leur discrétion par le bilan des dernières grandes mobilisations.

S'appuyer sur les mobilisations

Les grèves à Leroy-Somer, Sanofi, au Bon Marché et bien d'autres, le développement significatif de luttes sur les salaires autour des négociations annuelles obligatoires (NAO) – même avec des objectifs souvent limités (maintien de l'intéressement, de primes diverses, augmentations salariales de faible ampleur...) – montrent pourtant une disponibilité et une volonté de lutte autour d'objectifs qui paraissent atteignables. À la SNCM, chez MetalTemple, les coups de colère contre les fermetures de sites et plans de licenciements envoient des signaux semblables.

Les questions posées par la loi Macron, les projets gouvernementaux sur la démocratie sociale et les seuils sociaux, les retraites complémentaires ou la loi dite Touraine sur la santé sont d'une autre dimension. Si la date du jeudi 9 avril initiée par la CGT peut fournir un relais de dimension nationale, les offensives patronale et gouvernementale imposent la construction de mobilisation dans la durée, s'appuyant sur des grèves. C'est donc dès maintenant que partout, en relayant les luttes existantes, doit être affirmée la nécessité d'une riposte d'une tout autre ampleur.

Le comité de Rennes a rencontré une délégation de Podemos

En tournée dans la région Bretagne, une délégation de Podemos composée de Vanessa (Madrid) et Miguel (Paris et Espagne, membre fondateur), rencontre un succès lors de ses réunions. Plus de 180 personnes à Pont Labbé, 80 à Pordic ... A Rennes, la délégation a rencontré le NPA.

La discussion très riche, a tourné sur l'organisation de Podemos, le débat entre structuration horizontale et verticale, les différentes instances... Pour la préparation du congrès, plus de 35 textes étaient en concurrence (à faire pâlir d'envie les congressistes du NPA qui n'avaient « que » 6 plateformes !).

Nos camarades ont insisté sur la démarche de Podemos structuré en cercle locaux qui sont validés sur la base de l'acceptation de la charte nationale. Ils ont aussi montré la richesse des débats et le caractère massif et populaire de la participation.

Podemos a choisi de « coller » au désir des membres qui classent en premier lieu la lutte contre la corruption puis le chômage et les institutions. Podemos a aussi choisi de nommer les choses différemment par exemple, la « caste » fait référence à notre vieille notion de bourgeoisie mais comprend aussi tous ceux qui profitent de la corruption : direction politique, syndicales, élus Ces mots nouveaux collent mieux à la réalité du ressenti de la population.

Une discussion enrichissante qui a intéressé les militants et les autres personnes présentes.

Un accord apparait pour organiser une réunion publique à Rennes fin avril/début mai. Le comité de Rennes prend contact avec toutes les organisations intéressées par la démarche de Podemos pour une préparation large et unitaire.

PODEMOS

**Pour prendre contact
avec le NPA à Rennes**
npa.rennes@anticapitaliste-35.org

NON À LA RÉPRESSION D'ÉTAT

Le 27 octobre 2005 à Clichy-sous-Bois, coursés par cinq « gardiens de la paix » pour un vol imaginaire, Zyed Benna et Bouna Traoré meurent dans le transformateur où ils pensaient trouver refuge.

Du 16 au 20 mars 2015 se tiendra à Rennes le procès de deux policiers (sur deux équipages) impliqués dans la poursuite des deux jeunes, inculpés pour « non-assistance à personne en danger » – un flic qui, selon ses propres mots, « ne donne pas cher de leur peau s'ils sont rentrés sur le site EDF » et la standardiste qui a reçu ce message radio.

Dès le soir de la mort de Zyed et Bouna, c'est Clichy-sous-Bois qui s'embrase. Puis la France entière, de proche en proche, de ville en ville. La réaction dépassera comme jamais les frontières d'un quartier. Ce sont des milliers de jeunes qui saisiront l'occasion de prendre leur revanche sur les coups de pression quotidiens des policiers, cette même pression que fuyaient Bouna et Zyed ce soir d'octobre 2005.

S'il n'y a pas grand chose à attendre de la justice en général et de ce procès en particulier, il y a par contre à saisir l'occasion d'invoquer à nouveau le souvenir d'octobre et novembre 2005.

Depuis 2005 les lois sécuritaires se sont renforcées, les mesures anti-terroristes deviennent la norme et la répression des mouvements sociaux est quasi constante que ce soit sous la droite ou sous des gouvernements dit « de gauche ». Que ce soit lors du mouvement des banlieues de 2005, lors des manifestations étudiantes de 2006, le mouvement contre les retraites en 2010, les luttes des postiers ou des cheminots en 2014, contre les opposants à l'aéroport de Notre Dame des Landes (manifestation du 22/02 à Nantes) ou du barrage de Sivens (mort de Rémi Fraisse en oct. 2014) ou lors des manifestations contre la répression policière qui ont suivi, la réponse de l'appareil d'État est toujours la même : une répression policière brutale et judiciaire de classe.

Du 16 au 20 mars auront lieu divers rassemblements, temps d'échanges et de discussions avec comme point d'orgue une **MANIFESTATION LE MERCREDI 18 MARS À 15H AU DÉPART DE LA CITÉ JUDICIAIRE.**

Le NPA Rennes appelle à participer à cette manifestation et à profiter de cette semaine pour débattre de la nécessaire riposte du monde du travail et de la jeunesse contre la répression d'État.

Notre hebdomadaire l'Anticapitaliste est disponible aux Champs Libres à Rennes, au rayon presse au rez de chaussé. Mais le meilleur moyen de le recevoir est de s'y abonner!! : <http://www.npa2009.org/node/40123>"

ELECTIONS DEPARTEMENTALES

Le Comité rennais du NPA a décidé de ne pas présenter de candidatEs aux élections départementales de mars 2015. A cela plusieurs raisons.

Nous estimons que tout a été fait pour vider cette consultation de tout sens :

- Il s'agit d'élire des représentants départementaux alors même que la réforme territoriale vise à liquider le département, à concentrer les pouvoirs d'une part sur les métropoles (Rennes, Nantes) et sur les grandes intercommunalités, d'autre part sur les régions.

- Le redécoupage des cantons, l'adoption d'un nouveau mode de scrutin, vont rendre totalement opaque un scrutin déjà peu mobilisateur.

Dans ce contexte, nous pensons qu'il nous serait très difficile de faire entendre notre **programme anticapitaliste** dans un scrutin au scénario déjà écrit :

- La campagne va être très courte et se concentrer sur des enjeux politiques : déjà les « experts » sont obsédés par le décompte des cantons et départementaux qui vont « basculer » d'un côté politique à l'autre, les deux côtés menant de toute manière la même politique !

- La catastrophique progression du F Haine est déjà mise en scène par tous les média comme seul événement politique important à leurs yeux.

La campagne sera donc bien loin des préoccupations des classes populaires, des travailleurs/euses, des sans-emplois, de toutes celles et ceux qui subissent la

crise de plein fouet.

Aussi, le NPA considère plus utile dans cette période de concentrer ses forces sur la construction d'un front social de résistance aux politiques libérales menées par le gouvernement et relayées dans les départements par des majorités de « gauche unie » PS - PCF - EELV. Ce sera la seule manière de contrer la droite et de barrer la route à l'extrême droite !

Il s'agit pour nous de mobiliser :

- Contre la loi Macron – et celles qui se préparent – visant à remettre en cause le droit du travail, les conditions de travail et de rémunération des salariés.

- Contre les licenciements comme ceux qui se préparent chez JELD WEN à Argentré du Plessis

- Contre les suppressions d'emploi et le chômage partiel comme à PSA

- Pour la sauvegarde des services publics, en empêchant notamment la fermeture programmée du restaurant Universitaire de Duchesse Anne

- Pour l'abandon définitif des grands projets inutiles et coûteux, particulièrement Notre Dame des Landes

- Pour la régularisation des sans-papiers et un accueil digne des demandeurs d'asile et réfugiés.

Notre place est du côté des luttes, en solidarité internationale avec les classes populaires de Grèce et d'Espagne qui ne vont pas manquer de se mobiliser pour rompre avec les diktats de l'UE qui leurs sont imposés...

Les communiqués du NPA Rennes

NON A LA FERMETURE DE JELD WEN ! NON AUX LICENCIEMENTS !

La nouvelle n'a pas fait grand bruit mais c'est bien un site de 105 salariés qui va fermer à Argentré du Plessis à partir du 1er juillet.

Cette entreprise fabriquant des portes emploie 650 personnes en France sur 3 sites (Eauze, dans le Gers, Ussel, en Corrèze et Argentré du Plessis en Ile-et-Vilaine) a décidé, en raison "des difficultés sur le marché de la construction", de fermer son site d'Ille et Vilaine pour rapatrier la production sur les deux autres sites. La direction s'engage à conserver les emplois mais demande aux salariéEs et à leurs familles de partir vivre dans ces deux autres départements. On se fout et contrefout des familles, de leurs situations, de leurs vies.

Mais ce que la direction omet de mettre en avant c'est que cette entreprise a été rachetée en 2007 par Onex, un fond de pension américain qui dégage un chiffre d'affaire de 3 milliards de dollars.

Il est bien entendu que cette rationalisation n'a pas trop à voir avec le marché, celui de la rénovation étant en passe de repartir à la hausse. La réalité est un classique du capitalisme mondialisé contemporain : ces fonds américains n'ont que faire de ceux et celles qui travaillent dans leurs usines. Ils ne sont là que pour faire augmenter les dividendes et ces groupes internationaux ont besoin de racler des bénéfices maximum dans un laps de temps le plus court possible.

Après la stupeur, la grève et la mobilisation

Après la grève à Argentré-du-Plessis, la mobilisation ne fait que com-

mencer avec la descente jeudi 26 février des salariés bretons sur le site d'Eauze.

En tant que parti politique, qui se place encore et toujours dans le camp des travailleuses et des exploitées, nous exprimons notre solidarité avec les salariées, qui ont appris de façon brutale ce projet de fermeture du site d'Ille et Vilaine et de réorganisation de leur entreprise. Nous trouvons absolument scandaleux la proposition de délocalisation des familles et nous soutiendrons vigoureusement la mobilisation qui se dessine dans le groupe.

Face aux méthodes purement comptables et barbares de la direction, les salariées doivent refuser la mise en compétition d'un site contre un autre et montrer que la solidarité de tous et de toutes est une exigence primordiale.

Le 5 février, nous étions plus d'une centaine rassemblé-e-s devant le **CROUS de Rennes** lors d'un pique-nique militant pour protester contre la **fermeture du restaurant universitaire Duchesse Anne**, programmée pour juin. Même si le directeur du CROUS affirme qu'aucune décision n'a été prise, le processus est déjà enclenché dans l'opacité afin de nous mettre plus facilement devant le fait accompli. Le CROUS cherche en effet à cacher son manque de financement et son ralliement aux politiques nationales d'austérité derrière un discours de modernisation et d'adaptation aux nouveaux modes de consommation des jeunes. Or, les raisons de la baisse de fréquentation du RU Duchesse Anne sont à chercher du côté du manque de coordination des emplois du temps et des horaires du RU, de l'augmentation constante du prix du ticket restauration, et surtout de la **précarisation croissante de la population étudiante**. Par ailleurs, aucune alternative au RU Duchesse Anne n'est proposée sinon la cafétéria, dans l'impossibilité d'accueillir les 400 personnes qui mangent chaque jour au RU ni même de proposer des plats chauds. En enfreignant la mission première du CROUS, organisme créé par et pour les étudiants, c'est à l'offre privée que la direction fait part belle, en aggravant au passage les inégalités sociales entre les étudiant-e-s, sans se soucier de leur accès à un repas chaud et équilibré à tarif social.

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
<http://www.anticapitaliste-35.org>